

Quoi de neuf Outre-Rhin ?

Une sélection de
l'actualité allemande

Du 30 octobre au 05 novembre 2025

Le chancelier allemand Friedrich Merz a affirmé qu'il n'existant désormais « plus aucune raison » de continuer à accorder l'asile aux Syriens présents en Allemagne, jugeant que la guerre en Syrie était terminée. Selon lui, les ressortissants syriens doivent désormais contribuer à la reconstruction de leur pays et ceux qui refuseraient de rentrer pourraient être expulsés. De son côté, le ministre des Affaires étrangères, Johann Wadephul, qui s'est rendu dans des zones dévastées près de Damas, tout en ne s'opposant pas au renvoi des délinquants, a souligné qu'un retour rapide de centaines de milliers de Syriens resterait très difficile, compte tenu de l'état de destruction des habitations et des infrastructures. Le ministre de l'Intérieur, Alexander Dobrindt, soutient lui aussi les expulsions, en ciblant en priorité les délinquants et les individus considérés comme dangereux. Toutefois, sur près d'un million de Syriens actuellement installés en Allemagne, seuls environ 11 000 seraient aujourd'hui juridiquement expulsables, la situation sécuritaire en Syrie étant toujours officiellement jugée très volatile. Jens Spahn, également favorable à un retour, insiste pour sa part sur la nécessité de mettre en place des incitations afin d'encourager les départs volontaires.

En déplacement pour la première fois en Turquie, Friedrich Merz a été accueilli avec les honneurs à Ankara par le président Recep Tayyip Erdogan. Il a mis en avant l'importance du partenariat germanoturc, estimant que son potentiel reste loin d'être pleinement exploité dans un contexte international marqué par la rivalité entre grandes puissances. Les deux dirigeants se sont accordés sur la relance d'un dialogue stratégique et sur un renforcement de leur coopération sécuritaire, notamment à travers un projet d'achat d'Eurofighter destiné à consolider la défense des alliés de l'OTAN. Merz a également appelé la Turquie à utiliser son influence pour aider à stabiliser la trêve fragile à Gaza, en poussant le Hamas à appliquer la deuxième phase de l'accord en cours. Sur le dossier européen, Merz a réaffirmé le soutien de Berlin à la perspective d'adhésion de la Turquie, tout en rappelant la nécessité de respecter les critères de Copenhague. Enfin, les deux pays ont convenu d'accélérer les reconduites à la frontière vers la Turquie, un volet déjà en progrès mais qui doit encore être amélioré.

Le ministre de l'Intérieur Alexander Dobrindt a interdit en Allemagne le mouvement islamiste « Muslim Interaktiv ». Des perquisitions sont en cours à Hambourg, Berlin et en Hesse, afin de supprimer tous les contenus numériques liés au groupe et confisquer leurs biens. Malgré une communication moderne et très relayée, le mouvement visant principalement les jeunes via les réseaux sociaux, son organisation interne demeurait opaque et son fonctionnement clandestin. « Muslim Interaktiv » défend en effet l'instauration d'un califat mondial et partage l'idéologie de Hizb ut-Tahrir, interdit en Allemagne depuis 2003. Dans le même temps, des perquisitions ont aussi visé les groupes islamistes, « Realität Islam » et « Generation Islam », considérés comme liés à « Muslim Interaktiv », sans toutefois décider de leur interdiction à ce stade.

Rheinmetall va construire une usine de munitions lourdes en Lituanie : le plus grand projet de défense du pays. L'investissement, estimé à 300 millions d'euros, sera réalisé via une co-entreprise avec l'État lituanien. Implantée à Baisogala, l'usine devrait être opérationnelle dès 2026. Sur un site équivalant à plus de 300 terrains de football, plusieurs dizaines de milliers d'obus d'artillerie de 155 mm seront produits chaque année, créant jusqu'à 150 emplois. Le président Gitanas Nausėda a salué cette initiative comme un renforcement stratégique de la dissuasion à la frontière orientale de l'OTAN. Un centre de compétence pour les charges propulsives et une nouvelle usine en Lettonie sont aussi prévus, renforçant la présence de Rheinmetall dans la région baltique, où il exploite déjà un site à Jonava.

Deutsche Telekom et Nvidia s'associent pour construire, d'ici début 2026, une grande infrastructure dédiée à l'intelligence artificielle en Allemagne, un projet d'un milliard d'euros. Ce centre de calcul, qualifié « d'usine d'IA souveraine », sera implanté à Munich dans un nouveau data center de Deutsche Telekom, équipé de technologies Nvidia et de logiciels conçus par SAP. L'objectif est de permettre aux entreprises allemandes, d'utiliser l'IA dans leurs activités tout en gardant leurs données sur le territoire national, un enjeu essentiel pour réduire la dépendance européenne envers les États-Unis et la Chine. Le site fonctionnera uniquement avec des énergies renouvelables et mise sur un haut niveau de sécurité et de fiabilité. Ce projet fait partie de l'initiative « Made 4 Germany », qui veut accélérer la numérisation du pays et renforcer sa compétitivité industrielle dans un domaine où l'Allemagne accuse un retard.

Le Tribunal constitutionnel allemand annule les règles encadrant le triage médical. Les juges ont estimé que la loi fédérale adoptée après le Covid-19 portait atteinte à la liberté professionnelle et l'éthique des médecins, qui doivent rester responsables de décider si et comment ils soignent une personne dans une situation d'urgence. De plus, ils ont jugé que le Bund (l'État fédéral) n'avait pas la compétence pour légiférer dans ce domaine. Ce sont donc désormais les Länder (États régionaux) qui doivent élaborer leurs propres règles sur le triage, afin d'encadrer de façon constitutionnellement correcte ces décisions sensibles. Pour rappel, la loi votée en 2023 imposait de se fonder uniquement sur les chances immédiates de survie des patients et interdisait le « triage ex post », c'est-à-dire l'arrêt d'un traitement pour en sauver un autre avec un meilleur pronostic.

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

13,90€

En Allemagne, environ 6,6 millions de salariés rémunérés au salaire minimum bénéficieront bientôt de la plus forte augmentation depuis dix ans. Le salaire horaire passera en deux étapes de 12,82 € à 13,90 € au 1er janvier 2026, puis à 14,60 € au 1er janvier 2027. Cette hausse d'environ 14 %, validée par décret en Conseil des ministres, suit les recommandations de la Commission du salaire minimum réunissant partenaires sociaux. La ministre du Travail Bärbel Bas a salué une avancée majeure en matière de justice sociale, rappelant qu'à son introduction en 2015, le salaire minimum était fixé à 8,50 € de l'heure.



PARLEMENT, PARTIS & PERSONNES



Face à la concurrence jugée déloyale des importations chinoises, Carsten Linnemann, secrétaire général de la CDU, appelle l'Union européenne à imposer rapidement des droits de douane punitifs sur l'acier. Il accuse Pékin de subventionner ses entreprises pour vendre à perte, éliminer les producteurs européens, puis augmenter les prix. Cette stratégie menace la compétitivité de l'industrie sidérurgique allemande. Le 6 novembre, un sommet à la Chancellerie fédérale réunira membres du gouvernement, industriels et dirigeants de Länder concernés (NRW, Sarre) pour discuter de mesures concrètes. Objectifs : renforcer la résilience du secteur, préserver les emplois et réduire les dépendances. La Commission européenne envisage déjà de durcir ses instruments de défense commerciale, notamment en réduisant les quotas d'importation sans droits de douane et en augmentant les tarifs au-delà de ces seuils.